

Cote du document: EB 2015/LOT/P.11  
Date: 8 avril 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Mémoire du Président

Proposition de don au titre de l'ASAP à la République démocratique populaire lao pour le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Stefania Dina  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +856 21 267 771  
courriel: s.dina@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
BRCP	Bureau régional de coordination du programme
CAPPC	Composante d'adaptation des petits paysans au changement climatique
FNML	Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos
MAF	Ministère de l'agriculture et des forêts
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SIG	Système d'information géographique
WOCAT	Panorama mondial des approches et des technologies de conservation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne à la République démocratique populaire lao pour une nouvelle composante du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

## Proposition de don au titre de l'ASAP à la République démocratique populaire lao pour le Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La composante d'adaptation des petits paysans au changement climatique (CAPPCC) est une nouvelle composante dans le cadre du Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos (FNML), qui sera financée au moyen d'un don de 5 millions d'USD (équivalent à 3,55 millions de DTS) en provenance du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). La proposition de composante est conforme aux objectifs du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) du FIDA, qui met l'accent sur: la gestion à assise communautaire des terres et des ressources naturelles; la promotion de systèmes agricoles durables, adaptatifs et intégrés; et l'accès aux marchés – et qui s'inscrit dans le Plan national de développement socioéconomique de la République démocratique populaire lao, la Stratégie de développement de l'agriculture 2011-2020 du gouvernement, le Programme national d'action pour l'adaptation au changement climatique (2009) et la Stratégie de lutte contre le changement climatique de la République démocratique populaire lao (2010). Bien que le gouvernement ait approuvé toutes ces stratégies, la planification et la mise en œuvre de la lutte contre le changement climatique sont encore à un stade embryonnaire dans le pays, tandis que la planification du développement rural reste relativement fragmentée entre les différents secteurs de la gestion des ressources naturelles.
2. Quoique l'agriculture demeure la première source d'emploi dans les zones rurales, la productivité d'ensemble du secteur reste faible, comme en témoigne le revenu par habitant dans le secteur agricole, qui est inférieur à la moitié de la moyenne nationale. La plupart des 650 000 ménages agricoles pratiquent une agriculture de subsistance à faible productivité, qui souffre: d'un accès restreint aux intrants, au financement et autres services d'appui, et aux marchés; d'un manque de technologies adaptées et de sélection des cultures appropriées; d'une faible organisation des paysans; et des stratégies de réduction des risques adoptées par les paysans. Par ailleurs, bien que le pays soit passé d'une situation de déficit en riz en 1996 à un excédent de production en 2006, on estime qu'environ un tiers seulement de la population rurale est en situation de sécurité alimentaire. Leur vulnérabilité aux effets du changement climatique affaiblit davantage encore leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et leur capacité à produire des excédents commercialisables – le renforcement de cette dernière étant la vocation première du FNML, dont la CAPPCC est une composante.

3. La République démocratique populaire lao est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique de la région de l'Asie du Sud-Est. Cela tient principalement à la forte dépendance du pays à l'égard de ressources naturelles soumises aux aléas climatiques ainsi qu'à sa faible capacité d'adaptation. Le pays est tout particulièrement vulnérable aux inondations et aux sécheresses, l'agriculture étant le secteur le plus vulnérable. La hausse des températures devrait accroître l'incidence et la gamme des ravageurs. Combinée à une diminution des précipitations et à une croissance de la demande, la hausse des températures posera également de nouveaux défis, notamment pour ce qui est du stockage de l'eau et des mécanismes d'irrigation. La variabilité du climat, en particulier ce qui apparaît comme une augmentation de la fréquence et de la gravité des périodes de sécheresse dans certaines parties du pays, limite déjà les disponibilités en eau pour la production domestique. Même si une multitude de technologies d'adaptation au changement climatique existent dans le pays, elles ne sont pas suffisamment documentées ni diffusées, et il n'existe actuellement aucune plateforme ni aucun moyen efficace pour y remédier. Les capacités techniques et de coordination du gouvernement aux niveaux des provinces et des districts sont également insuffisantes pour renforcer les capacités des petits agriculteurs en matière d'adaptation au changement climatique. Le FNML prend en considération les problèmes liés au changement climatique, mais son financement n'est pas suffisant pour répondre à l'ensemble des chocs et des stress auxquels sont soumis les communautés et les ménages.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le changement climatique a déjà des répercussions négatives sur la production et la productivité agricoles des petits exploitants, qui ont besoin de mesures urgentes et efficaces pour renforcer leurs capacités, leurs méthodes et leurs technologies d'adaptation. Les ménages pauvres, qui appartiennent souvent à des groupes ethniques, sont les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique, du fait qu'ils ne disposent pas des ressources ni des services et des systèmes qui leur permettraient d'y faire face et de s'y adapter. Pour relever ces défis, le gouvernement a élaboré une vision à long terme visant à lutter contre les effets négatifs du changement climatique, qui est présentée en détail dans la Stratégie de lutte contre le changement climatique. À cette fin, il convient de renforcer les capacités des personnes, des ménages, des communautés, des institutions locales et des ministères pour veiller à ce que des mesures efficaces soient prises pour réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques.
5. L'objectif de la CAPPCC sera de renforcer les capacités d'adaptation des communautés et des institutions afin de les aider à affronter au mieux les risques liés au changement climatique. L'approche de la composante repose sur l'élaboration de savoirs et de méthodes visant à améliorer la planification participative et à faciliter un changement adaptatif. Pour ce faire, elle s'appuie sur un cofinancement stratégique des coûts nécessaires pour établir des moyens de subsistance résilients au changement climatique à l'échelon des ménages et des communautés. La CAPPCC, en combinaison avec d'autres composantes du FNML, vise à réduire la vulnérabilité au changement climatique et à accroître la résilience des communautés et des ménages particulièrement vulnérables en renforçant le capital naturel, physique, social, humain et financier de leurs communautés. À cet égard, on considère que les caractéristiques suivantes sont essentielles pour la résilience des ménages: i) des moyens de subsistance et des sources de revenus diversifiés; ii) une gestion améliorée des ressources naturelles et des risques, grâce à un meilleur accès aux connaissances sur l'adaptation au changement climatique; iii) l'appartenance à des réseaux sociaux, en particulier des groupes d'agriculteurs/communautaires; iv) la protection de certains risques climatiques grâce à des infrastructures communautaires; et v) la participation directe à la planification au niveau du village.

## II. Description de la composante

### A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Zone d'intervention. La CAPPCC cible les cinq districts du FNML, situés à l'extrémité sud-est du pays, le long de la frontière avec le Viet Nam: Phouvong et Xansay (province d'Attapeu); Dakcheung (province de Sékong); et Ta'Oy et Samuay (province de Salavanh). À l'exception de Phouvong, ce sont tous des districts des hautes terres.
7. Population cible et avantages escomptés. Le groupe cible principal est constitué par des habitants des 175 villages ciblés dans le cadre du FNML. Ces villages seront classés selon leur vulnérabilité au changement climatique, sur la base, entre autres: i) des données sur la pauvreté au niveau des *kum ban*<sup>1</sup>, tel que spécifié dans le décret gouvernemental n° 285/PM, en particulier les données sur le taux de pauvreté et l'accès au réseau routier et à l'eau; ii) la vulnérabilité aux aléas climatiques; iii) l'engagement des autorités; iv) la base de ressources naturelles du village (les terres agricoles et forestières, l'accès à l'eau, les infrastructures, etc.); et v) le niveau des projets d'appui en cours d'exécution. La CAPPCC ne concernera pas les villages qui doivent être réinstallés et donnera la priorité aux villages et aux ménages les plus vulnérables. Les femmes sont spécifiquement ciblées au sein du groupe cible principal (en particulier les ménages dirigés par une femme, le cas échéant) pour veiller à ce qu'elles bénéficient d'un accès égal ou prioritaire aux services et aux avantages fournis par la CAPPCC. Afin d'assurer la prise en compte des questions d'égalité des sexes et d'intégration sociale, les femmes pourront bénéficier d'une représentation distincte lorsqu'elles sont dans l'incapacité d'être représentée de manière effective au sein des comités au niveau des villages. Les populations autochtones constituent la majorité de la population dans tous les districts ciblés par le FNML.

### B. Objectif de développement de la composante

8. Cette composante appuie l'objectif principal du FNML, à savoir contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim (Objectif du Millénaire pour le développement n° 1) en République démocratique populaire lao, et l'objectif de développement qui est d'assurer la durabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des revenus des ménages dans la zone ciblée. L'objectif de développement principal de la composante est de permettre à au moins 4 200 ménages bénéficiaires directs (70% des ménages ciblés) de reculer au moins d'un cran sur l'échelle de la vulnérabilité au changement climatique.

### C. Composantes/résultats

9. La composante visera deux effets: i) la mise en place d'un environnement plus favorable à l'adaptation au changement climatique; et ii) la mise en œuvre durable de plans d'investissement à assise communautaire en faveur de l'adaptation au changement climatique.
10. Effet 1. Mise en place d'un environnement plus favorable à l'adaptation au changement climatique. Il conviendra pour ce faire d'élaborer un cadre de gestion transposable à plus grande échelle pour l'adaptation au changement climatique du secteur agricole, en collaboration avec les institutions, les communautés et les districts participants. Les produits liés à cet effet seront au nombre de quatre: i) la sensibilisation des ministères techniques et des districts participants aux enjeux climatiques; ii) la préparation de plans d'investissement participatifs en faveur de l'adaptation au changement climatique au niveau local; iii) la mise à l'essai de la planification fondée sur un système d'information géographique (SIG); et iv) le renforcement des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique.

<sup>1</sup> Le Gouvernement lao a établi un nouveau niveau organisationnel, à mi-chemin entre le niveau des villages et celui des districts. Il est désigné sous le nom de *kum ban pattana*, qui signifie "pôle villageois de développement".

11. Effet 2. Mise en œuvre durable de plans d'investissement à assise communautaire en faveur de l'adaptation au changement climatique. Il conviendra pour ce faire d'établir des structures et des systèmes de gestion des ressources naturelles qui prennent en compte les problématiques liées au changement climatique et à l'égalité entre les sexes. Cet effet engendrera un produit, à savoir le décaissement d'un fonds d'adaptation au changement climatique.

### III. Exécution de la composante

#### A. Approche

12. La structure organisationnelle et de gestion proposée pour la CAPPCC s'appuiera sur les enseignements tirés dans le cadre de précédents projets:
  - i) le projet du FIDA ne doit pas créer de système de gestion distinct, en parallèle du cadre institutionnel local; ii) le mécanisme de gestion financière et les flux de fonds doivent être clairement définis; iii) le positionnement, les rôles et les fonctions du comité de pilotage du programme au niveau régional et du Bureau régional de coordination du programme (BRCP) doivent être clairement spécifiés; iv) le BRCP du FNML doit établir des mémorandums d'accord avec les organismes chefs de file autres que le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF) avant le lancement de la CAPPCC; v) les interventions de renforcement des capacités doivent se concentrer sur l'amélioration des services publics, aux niveaux des districts, des provinces et des kum ban afin d'assurer une décentralisation efficace; et vi) les systèmes de suivi-évaluation (S&E) du programme, solides en termes de génération de données suffisantes et en temps utile, sont généralement faibles comme outil de gestion pour la planification, l'élaboration de stratégies et la mise en œuvre.
13. La CAPPCC appliquera une perspective axée sur la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique à l'approche de la programmation des activités décrites dans le FNML, qui repose sur: i) une analyse, à l'échelon du village, des contraintes et des possibilités créées, afin de déterminer les meilleurs moyens de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'ajout de valeur et l'utilisation durable des ressources; ii) une planification participative de l'utilisation des terres reflétant la manière dont la communauté envisage d'utiliser au mieux ses ressources naturelles pour atteindre ces objectifs simultanément; et iii) la constitution de groupes d'agriculteurs pour concrétiser les objectifs fixés. Étant donné la nature dispersée des villages dans les hautes terres du pays, la CAPPCC prévoit de s'appuyer sur les kum ban pattana, ou pôles villageois de développement, pour la planification de l'adaptation au changement climatique. Cela favorisera une approche de la gestion des ressources naturelles plus axée sur le paysage, tout en renforçant l'efficacité de l'appui technique.

#### B. Cadre organisationnel

14. Le MAF, à travers son Département de la planification et de la coopération internationale, est l'agence chef de file du FNML qui assume la responsabilité générale de la mise en œuvre de la CAPPCC, laquelle est déléguée aux administrations des districts et au BRCP. Au niveau des districts, les bureaux de l'agriculture et des forêts assureront la coordination de la planification et du suivi des activités du FNML. Dans le cadre du FNML, chaque bureau de l'agriculture et des forêts devra: regrouper les aspects budgétaires et de planification pour la préparation des plans de travail et budgets annuels (PTBA); gérer les comptes du FNML pour les dépenses effectuées au niveau du district; et préparer des rapports d'activité et des états financiers. Les agences d'exécution au niveau des districts participeront, par l'entremise des équipes de district, à la mise en œuvre des activités de la CAPPCC selon leurs responsabilités respectives. Les kum ban pattana assureront la coordination de la planification participative des activités visant à améliorer l'adaptation au changement climatique, en vue d'adopter une approche plus holistique, axée sur le paysage, en faveur d'une gestion des ressources naturelles adaptée au climat dans les villages reculés des hautes terres.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

### Planification

15. Le PTBA est un outil de gestion important pour la planification, le suivi et l'établissement des rapports, mais aussi pour l'orientation et la coordination des actions des diverses institutions et parties prenantes du FNML. Il convient d'élaborer le PTBA de manière participative à l'échelon du village, pour éviter une planification décidée d'en haut. S'agissant de la préparation du PTBA, la CAPPCC suivra un processus bien défini, afin de laisser suffisamment de temps aux diverses parties prenantes concernées à tous les niveaux. Le cadre logique du programme servira de principal document de référence pour la formulation du PTBA, afin de créer des liens clairs entre les exigences budgétaires proposées, les activités planifiées, et les produits, les effets et l'impact escomptés.

### Suivi-évaluation

16. Le système de S&E de la CAPPCC sera complètement intégré dans celui du FNML, qui est conçu afin: i) de diriger l'exécution du programme par le biais de la collecte et de l'analyse systématiques des produits et des effets du programme et de l'évaluation de l'impact du programme sur les moyens de subsistance des ménages pauvres; ii) d'appuyer les décisions économiques et l'élaboration des politiques en fournissant aux parties prenantes les informations et les analyses dont elles ont besoin pour: évaluer les bénéfices induits par l'innovation, concevoir des activités rentables et adapter leurs stratégies en conséquence; et iii) de partager les savoirs, en identifiant les leçons apprises, les bonnes pratiques et les innovations couronnées de succès et en diffusant ces savoirs sur des plateformes appropriées. Le système SIG servira également à soutenir l'analyse des enquêtes et des données de S&E.

### Apprentissage et gestion des savoirs

17. La CAPPCC établira une plateforme de partage des savoirs sous l'égide conjointe du Groupe de travail sectoriel du gouvernement – Agriculture et développement rural. Ce processus constituera un outil pratique de collaboration et d'apprentissage, et contribuera ainsi directement à renforcer la coordination, la diffusion des messages et la mise en œuvre des politiques publiques sur l'adaptation au changement climatique. Les bonnes pratiques seront identifiées et reproduites à plus grande échelle dans le cadre du FNML et d'autres programmes. Il conviendra pour cela d'élaborer des approches d'apprentissage appropriées d'un point de vue linguistique et culturel, qui tiennent compte des faibles taux d'alphabétisation parmi les populations autochtones, en particulier les femmes. Ces informations seront accessibles via la base de données hébergée par l'Institut national de recherche pour l'agriculture et la forêt (INRAF) et rattachée au projet Panorama mondial des approches et des technologies de conservation (WOCAT), qui lui fournit également un soutien.

## D. Gestion financière, passation des marches et gouvernance

18. Gestion financière. Le risque fiduciaire dans son ensemble est considéré comme moyen. La gestion financière de la CAPPCC sera régie par le décret du Ministère des finances sur les règles de gestion financière applicables aux dons octroyés au titre de l'aide publique au développement, et conformément aux directives du FIDA en matière de gestion financière. Le coordonnateur du programme et le directeur financier du FNML assumeront la responsabilité générale de la gestion financière de la CAPPCC. Il sera en outre impératif, afin de garantir un système robuste de gestion financière, de respecter les exigences suivantes: i) veiller à ce que les fonds soient utilisés exclusivement aux fins prévues par l'accord de financement – de manière efficiente, économique et conforme aux activités décrites dans le rapport de conception du programme et les PTBA; ii) permettre l'élaboration en temps opportuns de rapports financiers fiables; iii) veiller à ce que les fonds soient bien gérés et que leur flux soit rapide, adéquat, régulier et prévisible; iv) donner à la

gestion du programme les moyens de suivre l'exécution efficiente du FNML; et v) préserver les ressources et les actifs acquis grâce aux fonds du programme.

19. Flux de fonds. Un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, sera ouvert auprès d'une banque commerciale ayant l'agrément du FIDA, afin d'y déposer à l'avance les ressources provenant de l'ASAP. Le financement de la CAPPCC sera intégré dans celui du FNML. Les fonds à décaisser par le BRCP seront versés sur un compte géré par le coordonnateur du programme. Les fonds du Plan local d'investissement pour l'adaptation (PLIA), décaissés par les districts, seront acheminés par le BRCP directement sur le compte de projet du Fonds de développement du district. Les autres dépenses admissibles du programme au niveau du district seront décaissées sur les comptes de projet des districts concernés, sur la base des PTBA et mis à jour pour refléter les dépenses effectives.
20. La passation des marchés s'effectuera conformément aux réglementations gouvernementales et aux directives du FIDA en la matière. Il conviendra de préparer, au cours de la mission de conception finale, un projet de plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois de mise en œuvre de la CAPPCC. Il sera finalisé par le BRCP en tant que partie intégrante du plan annuel de passation des marchés du FNML. Compte tenu des faibles montants concernés, il est peu probable qu'il soit nécessaire de faire appel à la concurrence internationale. Les passations de marché s'effectueront plutôt sur la base d'un appel à la concurrence nationale ou de la consultation de fournisseurs à l'échelon national. Dans un souci d'efficience, la passation des marchés relatifs aux véhicules et à l'équipement, à la prestation de services et aux services de consultants sera effectuée par le BRCP, tandis que les marchés concernant des biens et des services de moindre valeur seront passés à l'échelon du district. Les prestataires de services seront recrutés sur la base de contrats renouvelables fondés sur la performance. La formulation d'un avis de non-objection par le FIDA sera nécessaire pour tous les contrats de services de consultants et les marchés de biens et de travaux supérieurs à 60 000 USD, ainsi que pour les marchés effectués par le biais de l'établissement de contrats directs.
21. Gouvernance. Le FIDA appliquera une politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption. En collaboration avec le conseiller en matière de gestion financière et de passation des marchés et le spécialiste du développement des entreprises, le BRCP préparera pour le programme un cadre relatif à la transparence et la publicité. Ce cadre comportera des dispositions visant à garantir que la passation des marchés et le choix des entreprises agroalimentaires qui participeront aux partenariats commerciaux et bénéficieront du soutien du FNML s'effectuent conformément aux Directives du FIDA concernant la passation des marchés et aux stipulations de la conception du programme. Le cadre ainsi défini sera inclus dans le manuel de mise en œuvre et publié sur la plateforme IFADAsia (sur la page du FNML). Les mesures comprendront: i) la publication/l'affichage dans les journaux locaux, dans les bureaux de district et provinciaux, et sur IFADAsia de tous les avis de passation de marchés, appels à propositions, attributions de contrats et précisions sur les partenariats commerciaux; ii) la participation de représentants des utilisateurs finaux aux évaluations des offres; et iii) la prompt communication aux soumissionnaires des résultats de l'évaluation des offres. Ce cadre général comprendra aussi un code de conduite interne, que devront signer tous les membres du personnel du BRCP, et un code de déontologie des affaires, que devront signer tous les partenaires et bénéficiaires des activités et des partenariats commerciaux du FNML. Les autres mesures prévues pour garantir la transparence sont les suivantes: i) les états financiers consolidés du FNML seront préparés conformément aux normes comptables internationalement reconnues et présentés au FIDA dans les meilleurs délais; ii) des audits annuels seront effectués par un commissaire aux comptes externe indépendant, conformément aux normes internationales d'audit. Le processus de supervision directe par le FIDA traitera de manière spécifique de la conformité aux normes fiduciaires et de la mise en œuvre du cadre du programme



relatif à la transparence et la publicité; iii) les parties prenantes au programme (en particulier les paysans et leurs organisations) seront directement associées à la programmation, à l'exécution et au S&E des activités du FNML; et iv) l'évaluation et l'appréciation de l'impact seront externalisées et confiées à des institutions indépendantes.

#### E. Supervision

22. En tant que composante du FNML, la CAPPCC sera placée sous la supervision directe du FIDA. Les missions annuelles de supervision, auxquelles succéderont initialement de brèves missions de suivi, six mois plus tard, seront organisées conjointement avec le gouvernement, en y associant les principaux organismes d'exécution et les principales parties prenantes au programme (ONU-Habitat, entre autres).

### IV. Coût, financement et avantages de la composante

#### A. Coût de la composante

23. Le coût total de la CAPPCC du FNML, y compris les provisions pour aléas, est estimé à 6,53 millions d'USD. Les coûts de base totaux s'élèvent à 6,09 millions d'USD. Les provisions pour aléas d'exécution représentent 0,32 million d'USD et celles pour aléas financiers 0,12 million d'USD (respectivement 5% et 2% du total des coûts de base), tandis que la composante en devises représente 31% des coûts totaux. Les six années d'exécution du FNML ont commencé en septembre 2013. La CAPPCC durera environ cinq ans et harmonisera sa durée sur celle du FNML.

#### B. Financement de la composante

24. Le Fonds fiduciaire de l'ASAP, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds, fournira un don au titre de l'ASAP d'environ 5 millions d'USD (76,6%). La contribution du gouvernement est estimée à 0,60 million d'USD (9,1%) et la contribution des bénéficiaires à 0,93 million d'USD (14,3%), comme le montrent les tableaux 1 et 2. Le gouvernement financera l'assistance technique fournie par les animateurs des kum ban ainsi que les taxes et les droits.

Tableau 1

**Coûts indicatifs de la composante par catégorie de dépense et financeur\***  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépense	ASAP		Emprunteur/ contrepartie		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>								
A. Travaux de génie civil	1 411	71,3	99	5,0	470	23,8	1 980	30,3
B. Véhicules	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Équipement	329	100,0	0	-	-	-	329	5,0
D. Intrants agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Don de contrepartie	1 384	75,0	-	-	461	25,0	1 845	28,3
F. Formation et renforcement des capacités	1 272	100,0	0	-	-	-	1 272	19,5
G. Assistance technique	605	54,9	497	45,1	-	-	1 101	16,9
<b>Total</b>	<b>5 000</b>	<b>76,6</b>	<b>596</b>	<b>9,1</b>	<b>932</b>	<b>14,3</b>	<b>6 527</b>	<b>100,0</b>

\* Les catégories définitives de décaissement seront stipulées dans la proposition de modification à l'accord de financement du FNML sur la base des procédures du FIDA et comporteront, pour des raisons d'efficacité, un maximum de cinq catégories de dépenses.

Tableau 2  
**Coûts indicatifs de la composante par sous-composante et financeur**  
 (en milliers d'USD)

Sous-composante	ASAP	Emprunteur/ contrepartie	Bénéficiaires	Total	
	Montant	Montant	Montant	Montant	%
1. Mise en place d'un environnement favorable à l'adaptation au changement climatique	1 503	0	-	1 503	23,0
2. Fonds décaissés pour l'adaptation au changement climatique	3 208	99	932	4 238	64,9
3. Gestion du projet	289	497	-	785	12,0
<b>Total</b>	<b>5 000</b>	<b>596</b>	<b>932</b>	<b>6 527</b>	<b>100,0</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

25. La CAPPCC ciblera au total près de 6 000 ménages, soit environ 30 000 bénéficiaires directs, dont 70% bénéficieront d'avantages durables (4 200 ménages – 21 000 bénéficiaires directs). L'hypothèse retenue est que chaque ménage bénéficiera d'au moins un produit d'investissement (à savoir: investissement dans l'irrigation à petite échelle, gestion forestière à assise communautaire ou innovation). Les investissements clés du projet seront axés sur le riz paddy, les cultures irriguées de légumes de plein champ, la cardamome, le bambou, les pousses de bambou, la pisciculture et la production potagère. Les poêles économes en combustible et la production de biogaz constituent les deux principales innovations techniques. La CAPPCC prendra en charge tous les investissements par le biais de dons en faveur de l'investissement, d'interventions de renforcement des capacités, de services consultatifs techniques, de conseils en matière de commercialisation et de capitaux non durables sous la forme de semences et de matériel végétal. Les agriculteurs bénéficieront de sources de revenus diversifiées et moins vulnérables au changement climatique, d'exigences de main-d'œuvre réduites, d'une amélioration de leur état de santé grâce à une diminution des risques d'inhalation de fumée. La CAPPCC aura également un impact positif sur la nutrition, du fait de la disponibilité d'un plus large éventail de cultures vivrières, de l'amélioration de la productivité et du renforcement des capacités des familles, en particulier des femmes.
26. Viabilité économique. Le taux de rentabilité économique interne (TRE), la valeur actuelle nette (VAN) et le rapport avantages-coût ont été estimés sur la base des flux de trésorerie additionnels des avantages et des coûts sur une période de 20 ans. Le TRE global est de 20%. La VAN estimée pour un taux d'actualisation de 10% est de 4,05 millions d'USD, ce qui indique que les investissements sont sains et robustes.

### D. Durabilité

27. En misant sur le renforcement des processus et des capacités des pouvoirs publics, les investissements de la CAPPCC garantiront que l'élément essentiel permettant de fournir une réponse précise aux facteurs de changement climatique reste ancré dans le service public et la société civile dont il sert les intérêts. En outre, l'utilité de ce renforcement des processus et des capacités, est qu'il peut être reproduit dans tout le pays à mesure que les systèmes entreront en fonction dans les provinces ciblées. Les activités liées à l'appui à la production sont conçues pour favoriser l'adaptation au changement climatique et la durabilité sur le plan environnemental. Dans l'ensemble, le renforcement des capacités des institutions locales et de leurs services d'appui est considéré comme le moyen le plus efficace d'assurer la durabilité dans la période qui suit immédiatement l'exécution. La conception de la CAPPCC met en évidence le renforcement des compétences techniques et de gestion des parties prenantes à tous les niveaux.

## E. Identification et atténuation des risques

28. Les principaux risques qui menacent la réalisation de l'objectif global de la composante et de ses objectifs de développement sont les suivants: i) institutionnels – la lenteur des processus de planification, une dynamique de groupe inégale, la faiblesse des capacités des agences d'exécution dans les districts, une coordination inefficace entre toutes les parties prenantes, l'insuffisance des capacités pour une utilisation durable des travaux de génie civil et pour permettre aux communautés d'assurer leur fonctionnement et leur entretien, l'accaparement par les élites; ii) liés au marché – l'absence de services d'appui technique sur le changement climatique à coût abordable, la faiblesse des prix du marché; iii) politiques – les agriculteurs ne sont pas traités comme des clients, la faible importance accordée au changement climatique dans les politiques à tous les niveaux; et iv) autres – les catastrophes naturelles, les dommages aux ouvrages de génie civil, l'éloignement et les difficultés pour accéder aux villages.
29. Les principales mesures d'atténuation sont les suivantes: i) s'appuyer sur les enseignements tirés des précédents projets, assurer le renforcement des capacités techniques, élaborer des mécanismes de coordination, assurer la formation des communautés et favoriser l'appropriation en confiant les travaux aux communautés, renforcer l'autonomisation des communautés (en particulier des femmes et des groupes ethniques); ii) renforcer les informations sur le marché, les liens avec le marché et les services de conseil technique, diversifier la production; iii) renforcer les capacités techniques des agriculteurs pour faciliter leur autonomisation et celles des organismes gouvernementaux pour favoriser le développement participatif, investir dans la concertation sur les politiques à tous les niveaux; et iv) adopter des technologies et des variétés intelligentes face au climat, offrir un accès aux informations météorologiques, assurer des mesures de protection adaptées au climat, promouvoir des produits offrant des marges élevées aux agriculteurs et faciles à transporter, et établir des installations pour la transformation et le stockage sur place.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

30. La CAPPCC est conforme aux politiques pertinentes du FIDA en matière de ciblage, d'égalité entre les sexes, de peuples autochtones, de terre, de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et de changement climatique. Pour ce qui est de la politique de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la CAPPCC soutient les objectifs primaires et secondaires de cette politique en favorisant des systèmes de production durables résilients au changement climatique. La composante adopte les principes suivants de la politique: i) l'augmentation des investissements dans des approches qui fournissent de multiples avantages en faveur de l'intensification durable de l'agriculture: amélioration des bassins versants et infrastructures résilientes; ii) le renforcement de la gouvernance des actifs naturels par les ruraux pauvres par le biais de l'accès à la propriété foncière et de l'autonomisation des communautés; iii) l'égalité et l'autonomisation des femmes et des populations autochtones dans le cadre de la gestion des ressources naturelles; et iv) l'amélioration de l'accès des communautés rurales pauvres aux financements en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre les effets du changement climatique.

### B. Alignement et harmonisation

31. L'alignement sur les systèmes gouvernementaux s'appuiera sur le modèle du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement pour l'évaluation de la vulnérabilité climatique, la planification et l'analyse des capacités au niveau communautaire et le renforcement des institutions locales afin de leur donner les moyens d'instaurer une politique nationale concernant le climat. En outre, la

composante recherchera une cohérence et des synergies avec plusieurs autres programmes nationaux, y compris: i) le projet du Fonds pour les pays les moins avancés, Gouvernance efficace des infrastructures rurales à petite échelle et préparation aux catastrophes dans le cadre du changement climatique, financé par le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM); ii) le projet du Fonds pour la réduction de la pauvreté, de la Banque mondiale; iii) le Projet d'amélioration de la résilience du secteur agricole aux effets du changement climatique en République démocratique populaire lao, financé par le PNUD/FEM; iv) le Mécanisme régional de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local, du PNUD/Fonds d'équipement des Nations Unies; et v) le Projet de couloirs de conservation de la biodiversité dans la sous-région du Mékong, de la Banque asiatique de développement.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

32. La CAPPCC introduira un certain nombre d'innovations: des investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique des petits groupes d'agriculteurs, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, y compris la production halieutique; la mise en valeur des ressources fourragères pour les animaux élevés en stabulation; l'amélioration des sols; les équipements agricoles économes en temps et adaptés au climat; des technologies de production d'énergie renouvelable; et des activités participatives d'action-recherche axées sur les besoins des bénéficiaires et sur les lacunes de connaissances identifiées. En outre, elle assurera la promotion de deux innovations techniques: les poêles économes en combustible et la production de biogaz. Par ailleurs, la CAPPCC effectuera une analyse du paysage fondée sur un SIG; améliorera la collecte, l'analyse et la diffusion des données relatives à l'adaptation au changement climatique; et établira une plateforme de connaissances sur l'adaptation au changement climatique en lien avec le WOCAT.
33. L'analyse préliminaire des stratégies/politiques/programmes nationaux les plus pertinents pour la reproduction à plus grande échelle de la CAPPCC inclut des programmes tels que l'Alliance mondiale contre le changement climatique de l'Union européenne (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere/Union internationale pour la conservation de la nature/Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). La CAPPCC du FNML intervient dans de nombreuses activités en cours dans le pays. Compte tenu du grand nombre de parties prenantes et d'acteurs possibles, le but est de maximiser l'établissement de réseaux et de stratégies sur la base des expériences et des enseignements tirés. Les domaines d'intervention du programme sont intégrés dans les politiques et plateformes nationales visant à réduire la vulnérabilité au changement climatique.

## VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

34. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié de manière à prendre en compte la composante CAPPCC proposée et le financement supplémentaire octroyé par le Fonds fiduciaire de l'ASAP, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire.

## VII. Instruments et pouvoirs juridiques

35. Un amendement à l'actuel accord de financement entre la République démocratique populaire lao et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au bénéficiaire.
36. La République démocratique populaire lao est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds.

37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VIII. Recommandation

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique populaire lao un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne d'un montant équivalant à trois millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Goal: (FNML)</b>			
Contribute to reduce extreme poverty and hunger	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 12,000 HH lifted out of poverty (each HH with a per capita income of USD190 per annum)</li> <li>• 6,000 HH with improved food security (measured as a HFIAS<sup>2</sup> score of 7.0 or lower)</li> <li>• Child malnutrition at least 10% better than the national average and 35% or lower</li> <li>• 6,000 HH with an assets index of at least 0.3<sup>3</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MDG surveys</li> <li>• LECS Surveys and nutrition survey</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continued government commitment to poverty reduction</li> </ul>
<b>Development Objective: (FNML) (SACCC performance indicator highlighted in blue)</b>			
To ensure sustainable food and nutrition security and income of households in the target area	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 6,000 households report an agricultural output of food crops<sup>4</sup> of at least 2.0 tons/ha</li> <li>▪ 900 vulnerable HH cultivate 270 ha of vegetables</li> <li>▪ 4,000 HHs accessing financial services</li> <li>▪ 3,000 HHs participating in a PPP</li> <li>▪ 4,200 direct beneficiary HHs moved down the CC vulnerability scale by at least one step (disaggregated by gender and ethnicity of HH-head).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS and project surveys</li> <li>▪ Qualitative surveys</li> <li>▪ MAF, NAFRI and PAFO statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No major socio-economic slow down, political upheaval or natural disasters</li> <li>• Stability of government policies and donor investments in CCA</li> <li>• Programme investments are realized as per design</li> </ul>
<p>Outcome 1: Enabling environment for climate change adaptation strengthened</p> <p>A scalable agriculture sector climate change adaptation management framework operating with participating institutions, districts and communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 120 villages with improved adaptation capacity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS and project surveys</li> <li>▪ Qualitative surveys</li> <li>▪ Knowledge Platform website</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme financing is disbursed in time to support field implementation</li> <li>• LAIPs are prepared and implemented at field level</li> <li>• Farmers are willing to adopt recommended methods and technologies</li> <li>• Technical service support system is strengthened and responds to the grassroots level needs</li> </ul>

<sup>2</sup> Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS)

<sup>3</sup> The wealth index is computed based on the following assets, including main materials of house floor, number of bedrooms, types of house, total living area, having radio, TVs, refrigerator, rice mill, landline phone, mobile phone, Internet, computer, rice cooker, bikes, motorbikes, car/truck, tractor, hand tools for cultivation, power tiller, animal drawn plow, and toilets. Following IFAD guidelines (2005), this wealth index will be calculated based on the Principal Component Analysis (PCA) method

<sup>4</sup> Rice

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>Outputs:</p> <p>1.1 Participating technical ministries and districts are climate informed</p> <p>1.2 Participatory Local Adaptation Investment Plans prepared</p> <p>1.3 GIS based planning piloted</p> <p>1.4 Climate change adaptation knowledge enhanced</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 3 GIS-based sub-watershed management plans, each covering at least 6 adjoining kum bans developed and implemented;</li> <li>▪ National climate change adaptation knowledge platform operational and integrated into WOCAT network</li> <li>▪ 6,000 beneficiary households participate in LAIP preparation (disaggregated by gender and ethnicity of HH-head)</li> <li>▪ 5 Targeted Districts and 100 Ministries' staff receive - training in climate adaptation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS and project surveys</li> <li>▪ Project M&amp;E system</li> <li>▪ MAF and PAFO statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• As above</li> </ul>
<p>Outcome 2: Community-based Adaptation Investment Plans sustainably implemented</p> <p>Climate informed and gender-sensitive natural resource management systems and structures established</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 4,200 HH report satisfaction with climate adaptation technical service support provided through line agencies (disaggregated by household head gender and ethnicity)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS and project surveys</li> <li>▪ MAF and PAFO statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• As above in Outcome 1</li> <li>• Programme financing is disbursed in time to support field implementation</li> </ul>
<p>Outputs:</p> <p>2.1 Climate change adaptation fund disbursed</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Community-based small-scale water infrastructure investments operational;</i></li> <li>• <i>Community-based Forest Management Programs operational;</i></li> <li>• <i>Climate change on-farm adaptation innovation fund disbursed.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 140 villages implement a SACCC LAIP</li> <li>▪ 4,000 HH adopting at least one new climate resilient agriculture practice</li> <li>▪ 500 ha of small-scale irrigation established;</li> <li>▪ 4,000 ha of forest land under CBFM;</li> <li>▪ 2,000 HH have implemented an innovative adaptive technology</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS and project surveys</li> <li>▪ Project M&amp;E system MAF and PAFO statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• As above</li> <li>• Collaboration with the ADB BCC and FIP project in the districts for synergy and avoidance of overlap</li> </ul>